

DOSSIER DE PRESSE

SE LAVER OU SE FAIRE PASSER UN SAVON ?

L'hygiène en 2025 : une controverse toujours aussi glissante*



Edito

Cela fait longtemps que nous souhaitons plonger dans le bain bouillonnant de l'histoire des pratiques d'hygiène. La santé et le mieux-être des Français sont les deux grands thèmes de cette campagne présidentielle 2025, aussi n'avons-nous pas davantage tardé à entrouvrir la porte de la salle de bain des Français...pour lever le rideau sur ce qu'il s'y passe.

Deux ans après la controverse sur l'enseignement de l'hygiène à l'école primaire qui a éclaboussé l'Education nationale et le Ministère de la Santé, notre dossier spécial revient sur sa genèse en reprenant des articles publiés à l'époque. Le point de vue se veut exhaustif. Les articles choisis dans plusieurs journaux et revues donnent en effet un large panorama des transformations à l'œuvre sur ce qui guide nos comportements et pratiques en matière de souci de soi. Plus individuel, plus naturel, plus responsable mais aussi plus comptable, l'acte de se laver n'a jamais autant reflété les préoccupations de notre société.

Juliette Dané, Lucie Robert, Marie Singer et Sihang Wang

Dossier spécial

1. « L'école à vau-l'eau », *Santé magazine*, 19 janvier 2025, Ahmed Bouchard,
2. « Le sens des mots cachés sous la crasse », *Hygiène hebdo*, 21 Janvier 2025, Mélanie Grenié
3. « Chroniques d'une salle de bain », *L'actu au quotidien*, 7 février 2025
4. « Hygiène, une histoire qui n'a pas fini de faire couler l'eau du robinet », *Secrets d'Histoire*, Mai 2025, Lou Toulin
5. « Et l'industrie dans tout ça ? », *Alternatives Ecologiques*, 3 mars 2025, Sarah Melun
6. « L'Etat est entré dans la salle de bain », *L'Histoire*, 6 Février 2025, Julia Simoré-Livpski,
7. « Pour qui se lave-t-on ? », *Sciences Humaines et Sociales*, 23 Janvier 2025, Julia Passin
8. Synthèse
9. Pour aller plus loin : référence bibliographique

- * Ce dossier de presse imaginaire a été réalisé par Juliette Dané, Lucie Robert, Marie Singer et Sihang Wang, quatre étudiantes de Sciences Po Toulouse en 5^{ème} année du parcours « Risques, Science, Environnement et Santé ». Il a été encadré par Valérie Péan, Mission Agrobiosciences dans le cadre du séminaire « Instruire une controverse ».

Il s'agissait de réaliser un travail de prospective sur une controverse possible concernant les pratiques d'hygiène et la définition sociale de la propreté susceptibles d'émerger à l'horizon 2025 en France. La forme de restitution choisie est celle d'un dossier de presse qui pourrait paraître en 2027. Il décrit l'itinéraire pris par la controverse selon le regard d'un certain nombre de professionnels et chercheurs : sociologue, historien, médecin, industriel.

Si le rendu final prend une forme fictive, les éléments avancés s'appuient sur des signaux faibles réels repérés lors de la période 2010-2015 et sur des articles scientifiques en sociologie, histoire, anthropologie. Des entretiens ont été menés pour compléter nos hypothèses avec Stéphane Frioux, historien spécialiste sur l'hygiène dans les villes et Stéphane Gayet, médecin et enseignant sur la thématique hygiène et santé.

L'école à vau-l'eau ?

Ahmed Bouchard, Jeudi 19 janvier 2025, Santé magazine

« C'était une rédaction toute bête sur la propreté, un exercice qui faisait suite à la semaine de prévention que nous avons organisée avec la direction sur les gestes d'hygiène à avoir à l'égard de la grippe saisonnière » se défendait encore Héloïse Nasieri lors de l'émission *Service public* sur France Inter. L'institutrice en poste depuis 7 ans à l'école primaire Louis Pasteur à Pougues-les eaux (Nièvre), est aujourd'hui attaquée par plusieurs syndicats de parents pour avoir incité ses élèves à utiliser du savon à l'école mais aussi lorsqu'ils se lavent chez eux.

On voudrait rire que l'on dirait : voilà une histoire qui sent mauvais pour l'Education nationale ! L'affaire est pourtant très sérieuse pour l'institution qui se trouve, une fois de plus, en porte à faux vis-à-vis de scolaires affirmant leur droit individuel à ne pas se servir de savon, le jugeant trop chimique et agressif, « *Je ne me lave pas comme la maîtresse nous a dit qu'il fallait le faire, je n'ai pas de savon chez moi, juste de l'eau, le savon c'est mauvais. Elle ne peut pas nous obliger à nous laver au point de tuer tous les microbes sur moi, c'est d'un autre âge* » affirme Zoé, une élève en classe de CE1 de l'école nivernaise où se sont déroulés les événements.

« La situation frôle l'incontrôlable pour nos enseignants »

A la suite de la plainte déposée au rectorat contre l'enseignante par le collectif de parents auto-proclamés « Sans-poo ni poux », la directrice de l'établissement scolaire Louis Pasteur s'est exprimée lors d'une réunion de dialogue, où étaient également invités les syndicats et des élus municipaux. La direction a choisi de faire bloc derrière l'institutrice arguant qu'il s'agissait là d'une plainte inconsidérée à l'encontre de sa mission de service public. Le corps enseignant se doit de faire appliquer les consignes ministérielles de prévention des épidémies, notamment l'obligation d'utiliser du savon lors du lavage des mains. « *La situation frôle l'incontrôlable pour nos enseignants. Je crois qu'il y a une telle individualisation des comportements en matière d'hygiène de nos jours, et ce alors même que la nouvelle souche de grippe saisonnière a fait des milliers de morts l'an passé, que l'on se retrouve face à des parents allergiques au savon sous prétexte de... je ne sais pas bien en fait !* » Elle s'est pourtant défendue de tout dogmatisme en matière d'hygiène corporelle, mais a tenu à rappeler les gestes de bon sens et de civisme : « *enjoindre les enfants à se laver les mains, veiller à ce qu'ils ne ramènent pas de poux en traitant leur cheveux avec des produits adaptés, et de ne pas introduire de pathologies au sein de l'école par un manque d'hygiène de soi* ». C'est sur ce dernier point toutefois que la controverse a enflé, prenant des proportions inimaginables.

Des parents en guerre contre le savon

Le collectif « sans-poo-ni poux » s'est structuré en quelques semaines à peine et mène dans plusieurs régions de France une âpre campagne contre l'irruption de l'Etat, dans ce qu'ils considèrent relever de la sphère la plus privée, à savoir l'hygiène de soi. « Poo » fait référence à l'abréviation du mot anglais shampoo. Le mouvement des No-poo s'était à l'origine développé aux Etats-Unis il y a une trentaine d'années, il s'est aujourd'hui élargi en prenant le nom de « no-wash » outre-manche.

Les « anti-savons », comme on les appelle aussi, prônent une approche naturelle de l'acte de se laver, sans produit ou alors le plus naturel possible, laissant le soin à la flore microbienne naturelle de se débarrasser des impuretés du corps.

Un pas en arrière ou un retour à la source ?

Guy Thuillier, grand historien de la vie quotidienne dans la Nièvre du 19^{ème} et début du 20^{ème} siècle, avait en son temps étudié en profondeur le manque d'hygiène du département où prévalait un « ancien régime de l'eau ». Et de citer une inspectrice des écoles maternelles qui témoignait en 1908 que « la propreté des enfants n'est souvent qu'apparente, propreté de la figure, propreté des mains, propreté des vêtements » ou encore un instituteur en



1886 : « [le morvandiau] se lave un peu la figure quand il se fait la barbe mais le reste de son corps n'a jamais reçu une seule goutte d'eau depuis sa naissance¹ ». Les Pougouais auraient-ils décidé de remonter le temps ? Au contraire, le porte-parole de la section nivernaise des « sans poo-ni-poux » décrit le mouvement comme libertaire, moderne et social. « Nous estimons que nos enfants sont propres, nous ne manquons pas d'hygiène bien au contraire, il est incroyablement dangereux de suivre ces vieilles prescriptions faisant l'apologie du "zéro microbe", la grippe n'est qu'une excuse. Personnellement je sais exactement ce qu'il faut à mon corps pour me sentir bien et être propre. Ce n'est pas l'Etat qui va me dire comment prendre soin de moi ».

Alors que le représentant des médecins scolaires a été sollicité par le rectorat pour trancher l'affaire, certaines voix s'élèvent déjà pour décrier une vision individualiste de l'hygiène qui déresponsabilise le citoyen face aux risques sanitaires. Reste que l'usage systématique des bactéricides a également prouvé ses limites en termes sanitaires et sont loin d'être lavés de tout soupçon en matière d'allergies et de nuisances environnementales. Gageons ainsi que cette controverse gagne d'autres écoles, voire d'autres sphères de l'espace public !

¹ « Pour une histoire régionale de l'eau : en Nivernais au XIX^e siècle », Guy Thuillier, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Année 1968 Volume 23 Numéro 1 pp. 49-68.

Le sens des mots cachés sous la crasse

Samedi 21 janvier 2025, Mélanie Grenié, *Hygiène Hebdo*

Les évènements qui se sont déroulés il y a quelques jours à l'école primaire Louis Pasteur à Pougues-les eaux ne semblent pas mener vers un apaisement : « *Nous estimons que nos enfants sont propres, nous ne manquons pas d'hygiène, bien au contraire* » a déclaré lors d'une interview à *Santé Magazine*, le porte-parole de la section nivernaise du collectif des parents « sans poo-ni poux ». Nathan Laudevie réaffirme fermement la position de ce collectif à l'encontre des arguments hygiénistes de l'institutrice Héloïse Nasieri qui incitait ses élèves à se laver avec un savon antibactérien pendant la saison de grippe.

Par son ampleur croissante, cette controverse liée à l'usage du savon antibactérien a fini par susciter l'attention de la communauté des médecins. « *Tout dépend de la manière dont chacun définit les mots* », a indiqué Rémi Bortzmeyer, médecin de l'hygiène hospitalière au CHU de l'Agglomération de Nevers. Et de poursuivre : « *Pour comprendre la raison d'une telle controverse, il faut revenir sur le sens des mots en question : « se laver », « propreté » et « hygiène ». C'est souvent les différentes interprétations et représentations de ces notions qui conduisent à une confrontation plus ou moins conflictuelle des discours, des points de vue et des pratiques* ». Même son de cloche pour le médecin-infectiologue-hygiéniste Stéphane Gayet, (Strasbourg) : « *Nous sommes dans une époque où les mots sont dévoyés, les acceptions véritables ne sont plus respectées*² ».

Je me lave, tu te laves, il se lave... différemment

Étymologiquement, le mot « laver » vient du latin *lavare* qui signifiait baigner. Au X^{ème} siècle, on l'entendait d'abord comme le geste de nettoyer avec de l'eau, d'enlever la saleté. Notons au passage que dès le XII^e siècle, il prend également le sens figuré de débarrasser quelque chose des souillures morales, au sens de la purification.

Avec le progrès industriel, le mot s'enrichit d'attributs nouveaux. Selon *Larousse*, «laver» signifie non seulement « *nettoyer avec de l'eau* », mais ajoute « *et avec le plus souvent un produit spécial (savon, lessive, détergent, etc.)* »³. Le rôle de l'eau subsiste tandis que celui du produit (le savon antibactérien dans le cas de l'école Louis Pasteur) est mis en valeur. Où l'on comprend mieux que deux manières de percevoir l'acte de se laver s'affrontent à l'école nivernaise : d'un côté, celle qui est défendue par des syndicats de parents visant à rejeter l'usage du savon et insistant sur le rôle unique de l'eau, proche de la définition ancienne, de l'autre, celle qui est défendue par l'école Louis Pasteur prônant l'usage du savon antibactérien, dans la logique de la définition actuelle du terme et du principe de précaution. Ces deux modes de perception correspondent en effet à deux façons distinctes de voir la propreté corporelle. La première la considère comme un état naturel, laissant la flore microbienne du corps agir librement, tandis que la deuxième consiste à la voir comme le fait d'être exempté de toute bactérie.

² Entretien véritable avec Stéphane Gayet réalisé le 23 octobre 2015.

³ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/laver/46469?q=laver#46391>

Propreté = hygiène ?

Point commun aux propos des deux parties, une utilisation des termes hygiène et propreté qui n'est guère rigoureuse. Pour Bortzmeyer, il y aurait en effet « *une association abusive* » entre les deux notions. Stéphane Frioux, spécialiste de l'histoire contemporaine, a indiqué que depuis 19^{ème} siècle, l'hygiène était « *l'art de conserver la santé* » qui se déclinait à deux niveaux : l'hygiène individuelle qui concernait la santé d'un individu et l'hygiène collective qui impliquait la santé de l'ensemble de la société. Elle désigne ainsi les pratiques à même de lutter contre le développement d'agents pathogènes, toute la difficulté de la compréhension de ce qu'est l'hygiène tenant à sa « *dimension invisible* ». « *L'invisible c'est compliqué, cela demande des études et des connaissances théoriques plus qu'élémentaires et une capacité de conceptualiser.*⁴ » Et de rappeler que l'hygiène était initialement une branche de la médecine (hygiène microbienne) qui se déclinait dans un nombre incalculable de domaines (hygiène alimentaire, etc.) mais toujours dans le but de prévenir des infections⁵. La propreté, quant à elle, relève d'un autre plan. Selon Stéphane Gayet, elle correspond à une perception sensorielle⁶. Elle est donc subjective, dépendante des facultés de perception de tout un chacun.

La saleté à éliminer à tout prix ?

Et la saleté, alors, c'est quoi ? Pour Stéphane Gayet, elle recouvre « *un ensemble hétérogène de matières à la fois organiques et qui sont perçues de manière négative et que l'on trouve sur des surfaces, des objets*⁷ ». Antonyme de la propreté, la saleté relève, elle aussi, de la dimension sensorielle. Détestée, répugnée, la saleté est selon certains à éliminer absolument. Mais ce n'est pas forcément ce qui est conseillé par les médecins. En incitant ses élèves à se laver avec un savon antibactérien, l'institutrice suit un principe de désinfection et de destruction des microorganismes qui prévalait dans l'institution depuis un siècle. Une position « so hygienist » ... et passéiste⁸, pointent bon nombre de commentaires postés sur le forum de consultation publique *Quelle hygiène à l'école ?*, créé récemment par l'Académie de Dijon.

De fait, nos microbiotes sont depuis quelques années nos alter-ego. Médecins, laboratoires, publicités, tous nous exhortent à soigner, voire être à l'écoute, de ses microbiotes. 100 000 bactéries composent celui désormais bien connu du système digestif. Quant au microbiote cutané, il n'a pas encore fini de dévoiler ses mystères à la médecine. Pour cette raison certains chercheurs ont d'ores et déjà critiqué l'Education Nationale : « *le principe de précaution qui consiste à utiliser le savon antibactérien pour se prémunir de la grippe est en décalage total avec les avancées scientifiques des vingt dernières années ! Il méconnaît les dernières études qui montrent en quoi le renforcement des défenses sanitaires n'est pas incompatible avec un certain niveau de saleté ressentie sur la peau. Le microbiote cutané est très affaibli par les bactéricides, et son rythme de régénération dépendrait en partie du type de savon et de la fréquence de son utilisation* »⁹.

Adieu définition, l'hygiène c'est à la carte !

D'une utopie millénariste, l'hygiène à la carte pourrait bientôt se concrétiser ces prochaines années. Chaque microbiote est unique et ne finit pas de dévoiler le bien qu'il fait.

⁴ Ibid.

⁵ Mail de Stéphane Gayet du 19 octobre 2015.

⁶ Entretien véritable avec Stéphane Gayet réalisé le 23 octobre 2015.

⁷ Entretien véritable avec Stéphane Gayet réalisé le 23 octobre 2015.

⁸ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/désinfection/24491?q=désinfection#24369>

⁹ Liam Dueng, Directeur de l'équipe de recherche MircoObes6 CNRS-INRA-INSERM

Quand bien même l'industrie pharmaceutique n'est pas encore en capacité de proposer des produits sur-mesure, la tendance est là. Lors de la dernière enquête nationale réalisée par l'INPES en 2020, 85% des Français ont déclaré que le choix de la méthode pour se laver (avec ou sans produit, fréquence) était une décision privée. 39% ont déclaré qu'ils portaient une attention particulière aux produits d'hygiène corporelle selon leur type de peau et cheveux, quand 15% aurait fait des analyses de compatibilité produit/microbiote en laboratoire. Il va s'en dire que l'école accuse un grand retard dans la prise en compte de ces individualités au regard de la politique d'éducation à l'hygiène aujourd'hui menée. Une approche collective des problèmes de santé publique est-elle encore possible, voire souhaitable ? La redéfinition par les pouvoirs publics de ce qui fait aujourd'hui l'hygiène ne semble plus pouvoir se faire attendre.

Chronique d'une salle de bain

7 février 2025, *L'actu au quotidien*

La salle de bain est un espace qui a su conquérir sa place dans la maison : en 1945, seul 1% des foyers disposait d'une salle de bain¹⁰ ! Aujourd'hui, celle-ci se trouve dans toutes les familles et elle est parfois privative, dans le prolongement même de la chambre.

Comment expliquer cette success-story ? Quelle histoire nous raconte l'observation de ce lieu où l'on ne se rencontre pas, mais qui influe pourtant considérablement sur nos pratiques d'hygiène ?

C'est d'abord un espace de plus en plus privé, voir strictement personnel. Cela s'explique par une individualisation croissante des pratiques d'hygiène : la multiplication des produits adaptés à chaque membre de la famille en est une illustration parlante. Il ne viendrait ainsi pas à l'idée de Monsieur d'utiliser le shampoing au jasmin pour cheveux bouclés, pas plus que Madame se servirait du gel X-trem à l'emballage gris métallisé. Personne n'envisage non plus de laver le dernier-né avec autre chose qu'un savon pour peau sensible, donc sans savon... .

Au premier coup d'œil dans la pièce, on s'attache à l'esthétisme, la décoration et la sensation de confort qui en ressort. Loin des espaces aveugles de jadis, les salles de bain sont lumineuses, décorées (plantes vertes, mosaïques, meubles design,...). G. Vigarello¹¹, l'un des premiers sociologues à s'être intéressé à la question, parlait déjà il y a quinze ans du glissement de « *la bonne santé à la notion de bien-être* » ; nous sommes aujourd'hui bel et bien dans l'ère non plus seulement du bien-être mais du mieux-être. L'hygiène remplit une nouvelle fonction de bien-être personnel qui entre en concurrence avec la stricte fonction de maintien d'une bonne santé.

C'est dans la salle de bain aussi qu'on trouve la pharmacie mais également la balance. L'hygiène est associée historiquement aux questions de santé, puisque qu'elle a d'abord été perçue comme un moyen de lutter contre les épidémies. Aujourd'hui, cela prend une autre dimension, chaque individu étant responsable de son « capital santé » qu'il est censé entretenir grâce à une bonne hygiène de vie (pratique sportive, comportements alimentaires...) qui ne renvoie plus uniquement au fait de se laver. A ce titre, le miroir toujours plus grand renvoie lui aussi à l'impératif de se prendre en main. Le corps est un alter-ego, le reflet que l'on donne aux autres et dont on doit prendre soin. Beauté et santé fusionnent, prendre soin de soi n'est plus assimilé à une forme de narcissisme mais à une manière d'entretenir et d'afficher sa bonne santé¹².

Mais revenons à l'affaire de l'école Pasteur, sujet de toutes les discordes. Que vient-elle faire dans la salle de bain des familles ? En enseignant aux enfants quelles pratiques adopter et quels produits utiliser, le corps éducatif a passé une frontière invisible. Pourtant, l'Etat cherche, depuis plusieurs décennies, à influencer sur les comportements individuels en matière

¹⁰ Entretien avec M.Frioux

¹¹ VIGARELLO in *Corps en formes*, LE BRETON, POMARÈDE, VIGARELLO, ANDRIEU, BOËTSCH, CNRS Edition, Paris 2013

¹² LE BRETON in *Corps en forme*, Op Cit.

de prévention des épidémies ; alors pourquoi, cette fois, les familles se sont-elles rebellées face à une nouvelle norme venant de l'école ?

C'est peut-être que cette dernière est loin d'être exemplaire en matière d'hygiène. Elle est peu en phase avec des grandes tendances que sont l'individualisation des pratiques, le mieux-être et les préoccupations de santé. Les toilettes de l'école, par exemple, restent des lieux peu aménagés et impersonnels dans lesquels les enfants peinent à se sentir à l'aise. De fait, le décalage ne cesse de s'accroître entre les lieux d'hygiène publics et les lieux d'hygiène privés, ce qui explique une partie des tensions d'aujourd'hui. Les enfants tentent alors de se réapproprier les lieux à travers des pratiques d'hygiène personnelles qu'ils jugent meilleures et refusent de se voir imposer des règles par l'école qui a perdu en légitimité en n'accompagnant pas les grands changements en matière d'hygiène.

Hygiène, une histoire qui n'a pas fini de faire couler l'eau du robinet

Lou Toulin, Mai 2025, *L'Histoire*

Quelques mois après les événements très médiatisés de l'école primaire Louis Pasteur, le débat au sujet de l'usage du savon et, dans une plus large mesure, des pratiques hygiéniques corporelles, est encore très présent dans l'Hexagone. Les idées avancées par le porte-parole de la section nivernaise du collectif « sans poo ni poux » n'ont pas laissé nos lecteurs indifférents. Dans un reportage de *Santé Magazine*, daté du 19 janvier 2025, Nathan Laudevie insistait sur la dangerosité qu'il y a « à suivre ces vieilles prescriptions faisant l'apologie du "zéro microbe" » et enfonçait le clou contre les « prétextes hygiénistes » avancés par la communauté pédagogique de l'école Louis Pasteur.

Eh oui, car en la matière, tout évolue, y compris les perceptions autour des gestes d'hygiène, résultat d'une évolution sociale qui ne cesse de se mouvoir dans le temps long. Pour mieux comprendre les positions bien tranchées qui s'affrontent à l'école Louis Pasteur, petit retour sur les mutations de nos sociétés en matière de toilette.

De l'âge d'or des bains à une propreté sans eau

Avant le Moyen Âge, les bains, que ce soit dans la Rome antique, au Japon ou au Moyen Orient, étaient des lieux de sociabilité collective. Sans oublier le fait que l'eau participait aussi aux actes de purification pour les trois religions du livre : « *l'Eau draine la métamorphose. Au-delà de la propreté, elle prodigue la pureté*¹³ ». Cependant, l'Eglise catholique, à partir du 11^{ème} siècle, détourne ses fidèles du bain en réprouvant la nudité ; cette injonction à la pudeur se maintiendra... jusqu'au début du 20^{ème} siècle. Avec le rejet de l'eau (également vue comme vectrice de maladie), l'acte de se laver laisse ainsi place à de nouvelles pratiques. Selon Georges Vigarello, historien spécialiste de l'hygiène et de la santé, au Moyen Âge, le lavage des mains et du visage seulement - les parties visibles du corps - suffisait à assurer la propreté du corps¹⁴. Une vision qui a perduré du 15^{ème} au 17^{ème} siècle, période à laquelle la notion de propreté s'appliquait avant tout aux habits : les couches sociales plus élevées lavaient leur linge pour être propres¹⁵. C'est qu'à l'époque, comme le montre Hélène Marche, sociologue des rapports au corps et à la santé, montrer sa propreté se jouait davantage sur le plan moral et social que sur le plan physique : c'était la « *décence* »¹⁶ ou la volonté de « *tenir un rang social* »¹⁷ qui l'emportait.

¹³ David Le Breton, « Eaux lustrales » in. *Corps en formes*, dir. David Le Breton, Nadine Pomarède et al. 2013, CNRS, p.143

¹⁴ Georges Vigarello, *Le propre et le sale, l'hygiène du corps depuis le Moyen Âge*, 1987, Seuil

¹⁵ Hélène Marche, « *La saleté corporelle et l'« amour propre » : mémoire sociale et figures de l'intime* », *Face à Face- regards sur la santé*, n°5, 2003, p2

¹⁶ Georges Vigarello, op.cit.,

¹⁷ Hélène Marche, op.cit., p2

19^{ème} siècle : la chasse aux microbes est lancée

Il a fallu attendre le 18^{ème} siècle pour pouvoir parler de l'hygiène à proprement dit. Les conduites d'entretien du corps furent alors « *sous-tendues par la domination du modèle médical* » (H. Marche). Au siècle suivant, la découverte de l'existence des microbes – responsables des épidémies – accrut encore la prévalence du modèle médical dans les conduites d'hygiène, même si les conditions de vie et notamment l'accès à l'eau ne s'améliorèrent guère que dans les grandes villes, où règne le courant hygiéniste mû par les pouvoirs publics et les ingénieurs face à l'urbanisation croissante de la société. Car non loin de là, les campagnes ne connaissaient alors ni salle de bains, ni lieux d'aisance privés... Ainsi, les pratiques de nettoyage du corps n'entrèrent réellement dans les mœurs populaires qu'après la Seconde guerre mondiale. Jusqu'alors, prendre un bain dans un espace dédié demeure un luxe, alors que dans l'idée populaire les poux restent un moyen de se débarrasser de ses « *humeurs* »¹⁸.

Années 2000 ou l'hédonisme dans la salle de bain

Depuis le début du 21^{ème} siècle, nous ne sommes plus réellement dans la logique microbienne qui prévalait au 19^{ème} siècle. Si la prévention des maladies et la conservation d'une population en bonne santé sont toujours des enjeux publics, à l'échelle individuelle, ce souci sanitaire n'est plus le seul motif de la pratique des gestes d'hygiène. Une enquête réalisée par H. Marche en 2003 montre que les gens mettent plutôt en avant le souci de « *se faire plaisir* » et de « *respecter les autres* »¹⁹. Acheter le dernier modèle de baignoire avec jets massant ou des déodorants dont la tenue olfactive bat des records de temps, sont des exemples de ce double souci de soi et des autres.

Par ailleurs, la notion de santé elle-même est renouvelée. Elle ne relève plus simplement de la sphère médicale mais englobe tout ce qui est lié au bien-être. A telle preuve que L'OMS la définit comme « *un état de complet bien-être physique, mental et social*²⁰ ». Vigarello considère même que l'on passe du bien-être au « *mieux-être* »²¹, un état encore supérieur dans lequel la santé est aussi un capital, un potentiel qu'il faudrait entretenir pour augmenter sa performance : être plus beau, plus fort, plus jeune, le tout plus longtemps... En somme, « *une version moderne de l'individualisme* »²². Dans ce contexte, le mouvement des « *sans poo ni poux* » ne contredit pas cette tendance. Au contraire, il pousse au bout la revendication d'une autonomie totale de l'individu sur son hygiène.

« *L'homme ne se rend plus compte qu'il se nettoie par égard pour les autres, qu'il obéit - du moins à l'origine - à une contrainte extérieure ; il se lave par suite d'une autocontrainte, même quand il n'y a pas de témoins, même quand personne ne pourrait le punir pour avoir négligé les soins de propreté* (Elias, 1973) »²³. Dès lors, le mouvement des « *sans poo ni poux* » enterre la norme sociale selon laquelle le regard des autres définissait et validait la perception que chaque individu avait de sa propreté. C'est sur dernier point que l'on peut parler véritablement de rupture historique.

¹⁸ David Le Breton, op.cit.,

¹⁹ Hélène Marche, op.cit., p3

²⁰ <http://www.who.int/suggestions/faq/fr/>

²¹ Georges Vigarello, « La salle de bain, inexistences d'hier, centralité de demain » in *Corps en formes*, dir. David Le Breton, Nadine Pomarède et al. 2013, CNRS

²² Hélène Marche, op.cit., p3

²³ Malysse S., *Sales d'eau, ou la mise en scène de l'hygiène corporelle*, Mémoire de D.E.S.S 1996, université Paris VII.

Et l'industrie dans tout ça ?

Vendredi 3 mars 2025, Sarah Melun, *Alternatives Ecologiques*

L'affaire de l'école Louis Pasteur fait du remue-ménage. L'école, l'Etat, la famille... ont tous pris position ; et l'industrie dans tout ça ? L'industrie des produits d'hygiène et cosmétiques influe-t-elle sur nos usages et comportements en matière d'hygiène? Quelle a été son évolution dans l'histoire et notre rapport avec celle-ci ? Petit coup de dépoussiérage sur cet acteur économique de premier plan.

Savons noirs, savons d'Alep, huiles végétales, bicarbonate de soude, farine de pois-chiche,... aujourd'hui ces produits nous sont familiers. Et si la plupart des produits d'hygiène disponibles dans nos supermarchés et parapharmacies sont certifiés sans parabène et sans conservateurs chimiques, cela n'a pas toujours été le cas.

L'industrie des produits d'hygiène telle que nous la connaissons aujourd'hui a subi en effet de fortes évolutions. Il est en effet récent que les effets sur la santé et sur l'environnement de ses composants soient questionnés...

RETOUR VERS LE PASSE...

Le refus des conservateurs chimiques ou comment passer un savon à l'industrie

En 2010, le centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) observait une augmentation continue (1,6% par an) des dépenses des ménages en matière d'hygiène (savons, produits d'entretien et cosmétiques) de 1999 à 2008. Durant cette période, un Français dépensait en moyenne 205€ par an et par personne pour l'achat de ses produits d'hygiène. C'est alors un des budgets les plus élevés du monde ! Doit-on rapprocher cette consommation élevée des dépenses en matière de publicité réalisées par le secteur industriel? Ces dernières représentaient 11% du chiffre d'affaires²⁴ des fabricants de savon, parfums et produits d'entretien en 2007, lequel s'élevait à 20 milliards d'euros en France!

Amour, gloire, beauté... et beaucoup d'euros à la clé. A l'époque, trois entreprises possèdent 43% des parts du marché des produits d'hygiène en France, quand huit se partagent les 70% du marché des produits d'entretien. D'ailleurs, cette concentration n'a pas échappé à l'Autorité de la concurrence qui a sanctionné deux ententes commerciales illégales sur la période 2003-2006²⁵. Au même moment, Greenpeace publiait le guide « Cosmetox »²⁶ qui alerte sur la composition des produits d'hygiène, parfums et cosmétiques et leurs potentiels effets négatifs sur la santé.

²⁴ Chiffre d'affaire hors taxe, INSEE Enquête annuelle d'entreprise 2007

²⁵ Les entreprises Colgate-Palmolive, Henkel, Unilever, Procter & Gamble, Reckitt Benckiser, Sara Lee, SC Johnson et Bolton solitaire pour le marché des produits d'entretien et les entreprises Colgate-Palmolive, Henkel, Unilever, Procter & Gamble, Reckitt Benckiser, Sara Lee, Gillette, L'Oréal, Beiersdorf et Vania, laboratoires Vendôme pour le marché des produits d'hygiène ont été concernés par des amendes de respectivement 345,2 millions d'euros et 605,9 millions d'euros. Communiqué du 18 décembre 2014 de l'Autorité de la concurrence.

²⁶ Cosmetox, Greenpeace 2005

Selon Greenpeace, on retrouve en effet jusqu'à 200 substances chimiques synthétiques dans notre corps, « faisant ainsi de ce dernier un véritable réceptacle pour des substances potentiellement dangereuses. ». Pourtant, le baromètre de la santé environnementale réalisé en 2007 par l'INPES, indiquait que seulement 35,3% des Français 10 considéraient que les produits cosmétiques présentent un risque « très élevé » ou « plutôt élevé ». En revanche, 70% attribuaient un risque élevé à l'utilisation de produits d'entretien, de bricolage et de jardinage. Mais *quid* des produits d'hygiène corporelle ? Dans une note sur le secteur Savons, Parfums et Produit d'entretien, Le CREDOC avançait que les consommateurs français étaient de plus en plus sensibles aux arguments commerciaux « bio » et production « verte ». Serait-ce que les Français commençaient alors à redouter certains effets indésirables ?

Il est vrai qu'en 2015, la méfiance s'accroît : une étude du magazine *60 millions de consommateurs* intitulée « Hygiène et beauté. Chassez les molécules toxiques » enquête sur la toxicité des produits d'usage courant (gels douches, laits pour le corps, fonds de teint et autres démaquillants) : parmi 93 produits testés, la moitié contient un composant inquiétant ; allergisants, colorants, agents irritants, ou conservateurs indésirables ; la liste est longue. Coup dur pour le secteur de l'industrie. La Fédération française des entreprises de beauté s'insurge. « *Le problème, c'est qu'un tel dossier jette l'opprobre sur tout un secteur. Ce titre 'Chassez les molécules toxiques', c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le vrai problème c'est la répétition d'une image négative qui est versée sur tout le secteur !* »²⁷. Trop tard, certains consommateurs ne veulent déjà plus de ces produits et, faute d'une adaptation rapide de l'industrie aux nouvelles attentes, c'est à la maison qu'on les fabrique !

« Do it by yourself » !

Dès lors, en ce début du XXI^{ème} siècle, le « fait-maison » en matière d'hygiène et cosmétique émerge : des huiles végétales biologiques vierges, quelques gouttes d'huiles essentielles et hop, vous venez de réaliser votre crème anti-rides et hydratante, garantie 100% sans conservateurs chimiques !

Ces pratiques, assez courantes de nos jours, étaient jusqu'alors plutôt étiquetées « vieilles recettes de grand-mère ». La crise économique, la soif de naturel, le goût de l'authentique ont remis ces gestes au goût du jour.

D'ailleurs, si la controverse éclate aujourd'hui à l'école Pasteur au sujet du collectif « Sans poo ni poux », cette mouvance ne date pas d'hier ! Le mouvement no-poo émerge il y a un peu plus d'une dizaine d'années, d'abord aux Etats-Unis, promouvant notamment l'application d'une « solution miracle » : un mélange de bicarbonate de soude et de vinaigre de cidre, qu'on malaxe comme un shampooing, puis qu'on rince à l'eau claire.

Au cours de la décennie 2010, ces nouvelles pratiques sont relayées activement par les réseaux sociaux, la blogosphère et la presse²⁸. Pour beaucoup, elles suivent l'injonction de revenir à des

²⁷ <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20151009.OBS7400/elle-n-est-pas-bonne-ma-creme-de-beaute.html>

²⁸ - *Avez-vous déjà testé le no-poo sur vos boucles?*, L'express, 18/07/2012,

- *Expérience, 9 jours sans se laver*, NEON, Noémie, 16 octobre 2014

- *Doit-on vraiment se laver tous les jours ?* Madame Figaro, Ophélie Ostermann / Le 24 février 2015

- *Faut-il se laver tous les jours? Cinq idées reçues sur l'hygiène corporelle*, 25/02/2015, 20 minutes, VIDÉO.

- *Si vous décidiez d'arrêter de vous laver, que se passerait-il ?* Le HuffPost | Par Macrina Cooper-White & Eva Hill, 19/04/2015

Emission tout s'explique sur RTL « Est-ce que trop d'hygiène tue l'hygiène ? », 1/10/2015

pratiques « plus naturelles » dans l'objectif de se réapproprier son corps. Pour cela on utilise des produits biologiques, ou bien on fabrique soi-même ces soins, ou encore on revient à des produits associés à un savoir-faire artisanal (savon de Marseille, savon d'Alep).

L'élaboration chez soi des produits d'hygiène et de beauté part donc d'un désir de se rapprocher d'un état naturel, moins consumériste et s'accompagne d'une remise en cause globale du système de production industrielle (lutte contre l'obsolescence programmée, etc.).

Au cours de ces mêmes années, on voit alors de plus en plus se développer la phytothérapie, l'aromathérapie, et bien d'autres pratiques, relevant pour partie d'une défiance à l'égard de la médecine conventionnelle allopathique occidentale (cf la baisse de la vaccination vers les années 2015-2016).

Mais l'industrie des produits d'hygiène et de beauté n'a pas dit son dernier mot !

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE

L'industrie a du flair : la récupération de l'argumentaire sain et naturel

Longtemps, les produits cosmétiques bio ont eu la mauvaise réputation de ne pas être aussi efficaces que les produits cosmétiques traditionnels. Mais dès les années 2000 et 2010, le bio devient un véritable argument de vente, les consommateurs ayant manifesté un intérêt sans cesse croissant de produits naturels.

Toutes les marques de supermarché se sont alors mises à faire du bio, intégrant astucieusement au fil du temps les pratiques alternatives. La course aux labels bio entrepris par les firmes a ainsi mis en lumière un secteur d'activité qui s'est avéré très dynamique au cours de la décennie 2010-2020 avec un rythme de croissance européen de 20 à 40% selon les pays et même 60 % pour certains produits²⁹!

Du « no poo » au « low poo », les shampoings non agressifs pour les cheveux sont donc devenus ultra tendance et toutes les marques sont rentrées dans le bain.

Aujourd'hui, la filière biologique est florissante et tous nos étals de supermarché présentent des produits dits sains et naturels, certifiés dépourvus de tout conservateur chimique.

De la classe bourgeoise à la classe bobo, des fractures sociales toujours présentes.

Alors qu'aux XVIII^e et XIX^e, les changements en terme d'hygiène étaient initiés par la classe bourgeoise, aujourd'hui c'est la classe bobo le moteur du changement !

Dans les années 2010, le changement de pratiques semble en effet essentiellement le fait d'une communauté « écolo », dotée d'un fort capital intellectuel et dans une moindre mesure économique. Très vite, l'industrie et le marketing ont alors adapté leur offre en gonflant les prix de certains produits redevenus à la mode (bicarbonate de soude), ou en affichant des produits certifiés « sans... ». Pas si simple que ça de prendre soin de soi avec les vieilles recettes de grand-mère sorties du placard : les prix ont monté !

²⁹ <http://www.synabio.com/doc/synabio-doc-395.pdf>

De fait, la généralisation de la filière bio, aujourd'hui dominante et la possibilité d'une hygiène vraiment respectueuse de sa santé est toujours réservée à une classe privilégiée. Quant aux classes moins favorisées, elles sont cantonnées aux produits éco (éco pour économiques, et non écologiques !) certifiés « sans » ; mais le gel douche bio composé intégralement d'huile d'argan, de bourrache, de fleur de cerisier et de la fameuse huile essentielle antibactérienne « tea tree » ne leur est pas accessible. Pas de chance !

Le secteur industriel n'a donc pas fini de faire preuve de résilience et de nous dicter nos pratiques d'hygiène.

Toutefois, il a encore du souci à se faire ; un nouveau concurrent arrive dans les pratiques d'hygiène et de beauté : l'alimentation.

ALIMENTATION VS COSMETIQUES : LE DERNIER COMBAT

En matière d'hygiène corporelle (et de vie), une nouvelle donne s'est imposée dans notre train-train quotidien : le choix minutieux des aliments. A tel point que le PDG de la firme multinationale Cosmétobio (qui a racheté l'Oréal en mai 2024) annonçait hier sur France Inter : « *L'acte de manger est évidemment nécessaire à la vie mais, en matière d'hygiène, il ne doit pas se substituer à l'acte de se laver* ».

Consommer plus de tomates pour moins d'acné ? Plus de lentilles et de carottes pour de beaux cheveux ? « Bien manger » est en place de devenir le premier geste beauté, pour une belle peau, de beaux cheveux, et un corps en pleine forme!

Qu'ils soient ingérés ou à appliquer directement sur le corps, les produits alimentaires se posent donc en sérieux concurrents des produits d'hygiène et de beauté.

Affaire à suivre...

L'Etat est entré dans la salle de bain

Julia Simoré Livpski, 6 Février 2025, Point de vue de chercheur in. *L'Histoire*

Julia Simoré-Livpski est socio-historienne spécialiste du système de santé français et revient sur trente ans de recherches pour Santé magazine. Elle défend une histoire sociale de la santé qui dépasse celle du système de soins et de la sécurité sociale pour y intégrer la place de l'hygiène en société : de l'urbanisme en passant par l'alimentation.

Il s'entend et se dit quantité de choses en ce moment sur l'irruption de l'Etat dans les pratiques intimes, tel que peut l'être l'acte de se laver. Pour comprendre, il convient d'intégrer l'histoire de l'hygiène au sein d'un système de santé au sens large, car ces mots et la conception que l'on en a ont évolué. Depuis la fin du 18^{ème} siècle, on est ainsi passé de la médecine sociale de Villermé, à l'hygiène publique de la révolution pastorienne puis enfin à la santé publique. Médecine, hygiène, santé, à quoi tout cela nous renvoie quant au rôle de l'Etat?

L'histoire des comportements en matière d'hygiène est émaillée d'incursions volontaristes de l'Etat sur deux plans : l'intime et le collectif. Je me suis beaucoup inspiré de l'analyse de Stéphane Frioux qui illustre bien cette distinction entre « *l'hygiène individuelle visant à faire changer les comportements des gens, par exemple en leur disant qu'il faut se laver pour éliminer des sources de maladie, et puis l'hygiène publique qui a travaillé sur les facteurs d'amélioration de la santé collective. A partir de là, c'est soit une action [publique] dirigée vers l'environnement et l'amélioration de la qualité de la ville, avec l'assainissement et les égouts ; soit une action envers l'alimentation avec les scandales alimentaires du 20^{ème} siècle, même si la préoccupation de la qualité de l'alimentation leur préexiste*³⁰. » L'école a été l'un des véhicules de l'éducation individuelle à l'hygiène, qui était d'ailleurs reliée aux cours de morale : l'alcoolisme était extrêmement stigmatisé sous les hussards noirs de la République. Nonobstant ce premier rappel, sur le long terme c'est surtout le laisser-faire qui prédomine, avec la délégation de ces questions au corps médical³¹, aux pouvoirs publics municipaux - non sans réticence pour ces derniers - et bien sûr au privé³².

Pour ce qui est de l'hygiène corporelle, l'affaire semblait entendue pour la période contemporaine. Enfants et adultes déclarent se laver le corps de façon quasi quotidienne dans les enquêtes publiques. Quant à l'hygiène publique, la standardisation opérée par l'OMS et l'intégration européenne ont pu donner le sentiment que l'Etat s'était encore davantage retranché derrière un rôle de pourvoyeur de soins et de contrôleur de normes de qualité. Cependant, force est de constater qu'à partir des années 1990 s'est opérée une révolution invisible, une véritable rationalisation des mœurs (Simoré-Livpski, 2015).

Cette rationalisation des comportements s'applique à l'hygiène individuelle (entendue comme la lutte contre les agents pathogènes). Elle s'inscrit dans un contexte de crise économique où la Cour des Comptes se préoccupe du « trou de la sécu ». Dans le même temps, les progrès de la science mettent en lumière l'existence de facteurs de prédisposition héréditaires dans le génome, ainsi que le rôle des conduites à risques dans la survenance de

³⁰ Entretien Stéphane Frioux le 4 Novembre

³¹ Tabuteau Didier, « Santé et politique en France », Recherche en soins infirmiers 2/2012 (N° 109), p.6-15

³² Stéphane Frioux, « Villes et entreprises. Acteurs de l'assainissement urbain en France (fin XIXe -milieu XXe siècle) », Histoire urbaine 2007/1 (n° 18), p. 125-140.

maladies de type cancer. Comment l'Etat s'est-il positionné ? En la matière, la thèse d'Olivier Borraz est séduisante. Ce dernier démontre comment le *risque* sert de révélateur aux recompositions de l'Etat et aux évolutions des formes sociales, en même temps qu'il leur fournit un support pour participer à la réaffirmation de ses missions régaliennes³³. C'est exactement ce à quoi l'on a assisté dans les années 1990 et 2000.

« La catégorie du risque, désormais au cœur des institutions de la santé publique française, est souvent entendue dans son acception individualisante : la génétique ou les comportements dits "à risque" sont plus incriminés que les milieux. Ces connaissances sous-tendent des politiques de normalisation et de moralisation de comportements "individuels" au lieu d'aménager les environnements (Buton 2008). [...] Plus généralement, l'action étatique s'emploie à faire advenir la figure de l'individu rationnel et informé, responsable et capable de faire des choix avisés à partir des informations et des incitations économiques des pouvoirs publics³⁴». Cette catégorie du risque doit être bien comprise si l'on veut analyser ce qu'il se passe aujourd'hui, lorsque le ministre de la santé déclare « si chaque citoyen conserve toute sa liberté dans la manière de procéder aux gestes intimes de la toilette, il a en revanche le devoir de s'assurer que le résultat obtenu ne soit pas préjudiciable pour ses concitoyens. J'entends par là que ses pratiques d'hygiène corporelle ne conduisent pas à la transmission d'agents pathogènes pour son entourage non plus qu'au développement d'une maladie à son encontre, dont le coût des soins serait à charge de la collectivité »³⁵.

Alors même que l'OMS a élargi sa définition de la santé³⁶, sur le territoire national en revanche les déterminants de la santé s'arrêtent encore aux explications biomédicales et aux comportements individuels³⁷. De plus, l'application des principes du New Management Public entraîne une course vers la rationalisation des dépenses de santé. Concrètement, cela s'est traduit par un surcroît de dépistages sur des populations toujours plus jeunes, des messages d'informations de type « ne pas manger trop gras, trop salé, trop sucré » ou « les antibiotiques, c'est pas automatique ». Sans oublier que depuis une décennie, on pratique le déremboursement des soins, s'il est avéré qu'un risque individuel a été pris en dépit de la prévention publique faite. Le retour de l'Etat sur le terrain de l'intime est donc bien réel.

La population actuelle adhère fortement à l'idée d'une hygiène individuelle tournée vers la réalisation d'un bien-être intérieur. Elle y est d'ailleurs poussée par les progrès de la médecine qui tend toujours plus vers une « hygiène à la carte », en fonction de son type de peau, de ses cheveux et de ses gênes. Encore plus puissants semble-t-il, les messages publicitaires de l'industrie cosmétique et laborantine participent à cette construction de l'hygiène comme source de mieux-être individuel, à l'image du célèbre « parce que je le vaux bien ». Reste ce paradoxe que Stéphane Gayet soulevait dans la dernière interview qu'il a

³³ *Les politiques du risque*, Olivier Borraz, Les presses de SciencePo, 2008

³⁴ « Les recompositions paradoxales de l'État sanitaire français Transnationalisation, étatisation et individualisation des politiques de santé », Frédéric Pierru, *Education et société*, 2012/2 (n° 30).

³⁵ Déclaration du ministère de la santé du 15 janvier 2025

³⁶ La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, tel qu'adopté par la Conférence internationale sur la Santé, New York, 19-22 juin 1946

³⁷ Il existe un mouvement contestataire au sein de la santé publique partisan d'une épidémiologie sociale qui prenne en compte les déterminants sociaux de la santé (Lang, T., Lombrail P., Kelly-Irving M. « Des inégalités sociales de santé : mieux connues mais toujours présentes ». Dossier : 20 ans de santé publique, *Actualité et dossier en santé publique*, 2012, 80: 51-53.)

donné pour Santé magazine³⁸. « *Nous avons tendance à croire que la maladie ne concerne que les autres. L'adhésion à la prévention est un comportement qui n'est pas naturel et que je qualifierai même de contre-nature. Nous ne pouvons pas voir les résultats alors que cela mène à bousculer nos comportements. Comme la maladie et les accidents sont très aléatoires, les individus appliquent des actions sans voir de résultats ou alors il faut attendre quinze vingt ans, nous n'avons pas la patience* ».

Dès lors, deux discours sur l'hygiène entrent en collision. D'une part, on entend le discours d'une frange de la population qui revendique la liberté de se soigner et de se laver selon la connaissance qu'elle pense avoir de son corps. Cette connaissance s'appuierait largement sur la croyance en un gain de bien-être retiré de l'observation d'injonctions « scientifiques » comme : soignez votre flore cutanée », reprises par les commerciaux : « achetez la sauce tomate qui convient à votre microbiote ». Tandis qu'en porte-à-faux, les autorités sanitaires revendiquent le monopole de la diffusion des messages de prévention, soit en définitive le pouvoir du gouvernement des corps et ce au nom de la bonne santé... des finances publiques ! D'aucun jugerait probable que la nouvelle loi de santé ne durcisse d'ailleurs encore d'un cran le ton des deux bords. N'est-il pas en effet prévu de créer des *Comités de suivi comportemental* au sein des Caisses Primaires d'Assurance Maladie ? Ceux-ci auront à charge d'évaluer le droit au remboursement des traitements de longue durée dans le cas de certains cancers (pour des malades de plus de 35 ans) en fonction de leurs conduites à risques (refus de dépistage, non suivi de l'accompagnement en cas de test positif, refus de traitement, consommation de drogues/alcool, mauvaise hygiène alimentaire, pas de pratiques sportives etc.). Ces récentes réformes ont occasionné bien des remous institutionnels avec le ministère de l'Environnement et du bien-être qui défend une approche large des déterminants de santé, soit la prise en compte des « environnements » au sein desquels évoluent les populations, qui eux, ne sont pas nécessairement choisis dépendamment des trajectoires sociales.

Il ressort en fin de compte que les contours de la controverse des « sans pou ni poux » qui occupe et échauffe hygiénistes et libertaro-naturopathes de tous bords ne se stabilisera pas de sitôt. La réponse est à attendre du côté du ministère de la santé qui a été fortement déstabilisé par l'affaire, mais qui, en définitive, ne manquera pas de s'opposer au mouvement des Sans-pou ni poux en faisant entendre sa loi, ne serait-ce qu'au nom des comptes publics de la santé, enfin revenus à l'équilibre après un drastique nettoyage...

³⁸ Entretien avec Stéphane Gayet 23 octobre 2015

Pour qui se lave-t-on ?

Lundi 23 janvier 2025, Julia Passin, Sciences Humaines et Sociales

Les débats qui ont éclaté à l'école Louis Pasteur entre le collectif « Sans poo ni poux » et l'institution publique, soulèvent de nombreuses questions. Jusqu'où ira cette polémique et que révèle-t-elle des rapports sociaux au sein de notre société ?

Pour répondre à cette question, nous avons interviewé Anne-Marie Champêtre, sociologue du corps. Elle étudie le rapport au corps humain, tant dans les représentations que nous en avons que dans les pratiques autorisées ou possibles. Elle observe depuis la moitié du XXème siècle de grands bouleversements. Quels sont-ils ? Pourquoi se lave-t-on aujourd'hui ?

Sur le temps long, vous parlez d'une émancipation du corps. Peut-on dire qu'il est devenu aujourd'hui un moyen d'autonomisation des individus ?

A-M.Champêtre : Il est vrai que les pratiques ont considérablement évolué, et que chacun est aujourd'hui conscient qu'il dispose de moyens d'agir sur son propre corps. Cette idée-là n'aurait eu aucun sens au début du XXème. Cependant, si la propreté corporelle est aujourd'hui liée à des sensations personnelles comme le confort et qu'elle est même associée à un plaisir, elle ne reste pas moins un devoir, une forme de surveillance de soi. Tous ces débats sur la meilleure hygiène à adopter ne doivent pas nous faire oublier que le souci de soi est une version moderne de l'individualisme. L'hygiène corporelle est toujours aujourd'hui un dispositif de contrôle social. Elle sollicite et agit sur l'intimité de la personne tout en lui laissant le sentiment d'être pleinement autonome. En gérant quotidiennement notre propre saleté corporelle, en luttant contre le laisser-aller et en cherchant un certain degré de confort, l'individu est responsable de son corps. Il devient alors aussi responsable des sentiments de plaisir ou de déplaisir qu'il éprouve, ou dégage.

Malgré la montée des discours individualistes autour de la santé, nous continuerions en somme à nous laver pour les autres ?

Oui, cette relation à l'autre est encore centrale aujourd'hui. Quel que soit les pratiques d'hygiène que nous adoptons, « nous sommes désormais comptables de l'apparence que nous donnons aux autres » pour citer mon collègue D. Le Breton.

Pour les plus jeunes notamment, la gestion de la saleté corporelle consiste à s'adapter « *par avance* » aux normes hygiéniques des autres, à mettre en place un « *jeu des apparences* » sans pour autant adhérer aux principes moraux des autres.³⁹ Ce souci d'adaptabilité est visible notamment lorsque nous intériorisons les attentes différenciées en matière d'hygiène selon les contextes. Ainsi, nous ne nous autorisons pas le même niveau de « saleté » selon que nous

³⁹ Hélène Marche, « *La saleté corporelle et l'« amour propre » : mémoire sociale et figures de l'intime* », Face à face [En ligne], 5/ 2003

sommes seuls chez nous, en famille, en week-end avec des amis ou sur notre lieu de travail. Et cela s'applique également à l'école.

Dans la désignation et dans la prise en charge de la propreté et de la saleté corporelles, la relation à autrui se révèle donc centrale⁴⁰. Les gênes à l'égard de la saleté corporelle d'autrui l'illustrent bien. Elles sont généralement ressenties dans les lieux publics favorisant une forte proximité des corps : dans le bus, le métro, les rues piétonnes... Mais aussi dans les écoles !

Il existerait donc encore une limite à ne pas franchir en matière d'hygiène ?

Oui, les odeurs corporelles restent à mon avis « la ligne rouge » à ne pas dépasser. Ainsi, même les enfants dont les parents font partie du collectif « Sans poo ni poux » et qui ont une manière de se laver différente chez eux de celle de leurs camarades de classe doivent s'y conformer. Or, socialement, nous nous interdisons de signifier à l'inconnu la gêne qu'il provoque, que ce soit par rapport à des odeurs ou par rapport à une saleté plus visuelle. Les différences dans les pratiques d'hygiène ne doivent donc pas se remarquer ni se sentir. Il en va de l'intégration sociale des enfants au sein de leurs groupes d'amis.

L'historien A. Corbin⁴¹ a mis en avant l'évolution du « seuil de tolérance » aux odeurs à partir du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours. Il montre ainsi la vaste entreprise de désodorisation corporelle qui tend vers l'absolu. Depuis les puissants parfums du XVIIIe siècle, nos sociétés ont progressivement adopté des produits qui cherchent non plus à couvrir les odeurs mais à les supprimer par leurs caractères sudorifères et antiseptiques. Aujourd'hui, bien que l'usage des déodorants soit contesté (Ndlr : notamment en raison d'éventuels risques de santé mais aussi de défiance à l'égard de l'industrie des cosmétiques), il ne faut pas y voir une « acceptation » des odeurs corporelles. Au contraire, on cherche à éviter les odeurs à la source, par exemple en ayant de bonnes habitudes alimentaires (le surpoids favorise les odeurs corporelles) ou grâce à des habits absorbant les odeurs grâce à des nanoparticules. L'analyse de Corbin est toujours valable aujourd'hui et l'on ne voit pas de renversement de tendances émerger.

Le mouvement des « Sans poo ni poux » doit se confronter à ces questions, il ne peut pas se construire dans le rejet total de ces normes qui restent très fortes aujourd'hui. Il ne s'agit donc pas d'une révolution dans les comportements et pratiques d'hygiène mais bien d'une évolution qui reste inscrite dans un contexte bien précis.

⁴⁰ Vigarello, 1985

⁴¹ Alain Corbin - Le Miasme et la Jonquille, 2001

Synthèse : controverse sur les pratiques d'hygiène en 2025

Mots clefs : Hygiène corporelle, santé, bien-être, propre /sale, collectivité, politiques publiques.

Pourrait-on imaginer une controverse en 2025 autour des pratiques d'hygiène transmises à l'école ? Et si un collectif de parents « Sans poo ni poux » revendiquait leur droit et celui de leurs enfants de se laver sans savon pour mieux respecter leur flore microbienne ? Cette hypothèse qui ressemble aujourd'hui à un canular s'appuie pourtant sur une observation des tendances actuelles en matière d'hygiène et de signaux faibles repérés dans l'actualité, mais aussi sur la lecture de travaux scientifiques ainsi que des entretiens avec des spécialistes.

Pêle-mêle, on constate ainsi l'émergence de phénomènes tels que les *no-poo*⁴² aux Etats-Unis et la défiance vis-à-vis de produits « classiques » comme les déodorants, les gels douche, tandis que se développent des cosmétiques et des produits d'hygiène « naturels » ou « do by yourself ». En ce sens, notons la multiplication actuelle d'articles de journaux ou de blogs relatant l'expérience d'individus ayant décidé de ne plus se laver ou, pour le moins, de se laver différemment.

Ces discours sont émis et relayés par des acteurs variés (individus, associations, chercheurs, média...) qui disposent d'un niveau d'expertise différent et interprètent le débat selon leurs intérêts mais aussi leurs savoirs, leur capacité d'action et de mobilisation.

Pour comprendre et déconstruire cette controverse qui pourrait émerger dans les années à venir, il convient d'abord d'identifier les différentes parties prenantes, de saisir la nature de leurs arguments et de comprendre sur quel registre ils s'opposent. Nous avons pour cela choisi une approche thématique qui permet de dresser un tableau global en répondant aux différentes questions sous-jacentes à la problématique.

Doit-on se laver pour être propre ? Qu'est-ce que la propreté ?

Il s'agit en premier de porter une grande attention aux mots employés, lesquels renvoient selon les acteurs à des représentations différentes.

Etymologiquement, se laver vient de « se baigner » (lavare en latin a donné, avec des préfixes, ablution, alluvion, diluer), l'eau jouant alors le rôle clef. Aujourd'hui, le *Larousse*, définit « laver » comme « nettoyer avec de l'eau et le plus souvent un produit spécial (savon, lessive, détergent, etc.) ». C'est alors sur l'introduction ou non de ce produit que joueraient les différents acteurs de notre controverse pour argumenter leurs positions.

La propreté quand a-t-elle renvoi à des constructions socio-culturelles mouvantes. Du grec « bien » et « vivre » ce terme a d'abord désigné la partie de la médecine traitant du mode de

⁴² * de l'anglais « sans shampoing ». Mouvement qui s'est développé aux USA depuis les années 2012

vie propre à conserver et améliorer la santé, puis, par métonymie, la « santé »⁴³. Aujourd'hui, Stéphane Gayet⁴⁴ souligne que « *dans le langage commun, l'hygiène est devenue propreté alors que ce n'est pas exact.* » Ce glissement sémantique est représentatif d'une tendance de fond plus globale autour de la notion d'hygiène, qui n'est plus confinée dans la sphère médicale mais devient aussi une responsabilité individuelle par rapport à son propre corps et à sa perception par d'autres.

Que nous apprend l'observation d'une salle de bain sur les grandes tendances en matière d'hygiène?

« *La salle de bain, inexistences d'hier, centralité de demain* » nous dit Vigarello⁴⁵. En 1954, seulement 1% des Français disposent d'une salle de bain dans leur domicile⁴⁶. Aujourd'hui, il en existe non seulement dans tous les foyers, mais une tendance à l'inscrire dans le prolongement de la chambre se diffuse dans les différentes couches sociales. A l'image d'une individualisation croissante des pratiques d'hygiène, les lieux dédiés à l'hygiène du corps sont ainsi passés d'espaces publics à des espaces privés familiaux, pour tendre aujourd'hui à des espaces strictement individuels.

Plus, c'est dans la salle de bain qu'on trouve la pharmacie mais aussi la balance, illustrant le lien entre l'hygiène corporelle et la santé, une bonne hygiène étant perçue comme un moyen de lutter contre les épidémies. Aujourd'hui cette relation santé/hygiène reste présente mais s'individualise. Chaque individu est responsable de son « capital santé » qu'il entretient grâce à une bonne hygiène de vie qui ne renvoie plus uniquement au fait de se laver.

On observe également que la salle de bain devient un lieu de plus en plus confortable, lumineux et spacieux. On peut imaginer dans le futur l'apparition d'équipements de maintien en forme ou de relaxation. Vigarello⁴⁷ parle à ce propos du glissement de « la bonne santé au bien être ». L'hygiène remplirait alors une nouvelle fonction de bien-être personnel qui entrerait en concurrence avec la stricte fonction de maintien d'une bonne santé publique.

Peut-on parler de tournant historique en matière d'hygiène et de santé ?

Un éclairage historique peut nous permettre de replacer ces questions dans le temps long : nous sommes passés d'une propreté visible à une hygiène plus rigoureuse qui rajoute la dimension invisible dans les pratiques d'entretien du corps. Avec la découverte du microbe, puis du rôle des bactéries, le propre et le sale sont devenus des notions complexes qui nécessitent l'avis d'un spécialiste (médecin, épidémiologie...). Plus encore, on se réfère de plus en plus à une propreté intérieure, intime et même intériorisé. Cette dimension invisible facilite l'entrée dans une aire de la « croyance » au sens où l'individu ne dispose plus de connaissances techniques nécessaires pour trancher mais où son avis repose sur le discours de certains spécialistes.

⁴³ Alain Rey

⁴⁴ Entretien du 23 octobre 2015

⁴⁵ *Corps en formes*, David LE BRETON, Nadine POMARÈDE, Georges VIGARELLO, Bernard ANDRIEU, Gilles BOËTSCH, 2013

⁴⁶ Entretien avec Frioux du 4 novembre 2015

⁴⁷ *Corps en formes* Op Cit

Le savon est-il un élément indispensable pour une bonne hygiène corporelle ?

Le produit utilisé joue un rôle clef dans notre controverse. C'est par le rejet des produits chimiques de l'industrie qu'a commencé à émerger le mouvement contestataire. Des produits qualifiés de plus naturels ont alors été proposés comme alternatives dans le but de reprendre contrôle sur son corps (fabrication de savon, bicarbonate, pierre d'alun...). L'industrie du cosmétique s'est cependant rapidement réalignée en adaptant sa gamme de produits (label bio, promotion des huiles végétales...).

Parallèlement on voit se développer un discours « bien-être et santé » autour des produits alimentaires. Chacun disposerait d'un moyen d'agir sur son corps par le biais de ce qu'il mange. A partir de là, si cette tendance continuait on peut se questionner sur l'influence de l'industrie agro-alimentaire et la possible concurrence avec l'industrie cosmétique. Sur le modèle des yaourts de Danone vantant la beauté intérieur ou pourrait imaginer le développement de produits alimentaires aux propriétés cosmétique. Pourquoi pas de tisanes ou crèmes dessert procurant à l'organisme les apports dont il a besoin pour produire «naturellement » une peau plus douce ?

Quelle légitimité pour l'Etat à intervenir dans ce domaine touchant à l'intime ?

L'Etat est intervenu historiquement sur les questions d'hygiène à différents niveaux et domaines d'action publique: urbanisme, alimentation, normes de contrôle des produits en contact avec corps (test épidermique). En 2015 le discours dominant est porté par la Cour des comptes et le système hospitalier et promeut une action étatique largement centrée sur le risque individuel. Avec les difficultés de financement de notre système de soin, et grâce aux avancés scientifiques, se dessine une hygiène à la carte et une responsabilisation individuelle poussée à son paroxysme.

Parallèlement, un groupe d'acteur promeut une vision de la santé et du bien-être qui prene en compte la santé mentale et environnementale, avec les déterminants sociaux de la santé⁴⁸. On pourrait imaginer que ce courant prene de l'ampleur et soit relayé par un nouveau Ministère de l'environnement et du bien-être.

Ce double discours pourrait à terme être réutilisé par une frange de la population qui reprendrait à son compte le discours individualiste du corps où chacun est responsable de celui-ci tout en y intégrant la notion de bien-être global qui le rend sensible à l'environnement extérieur. Ces arguments pourraient alors servir à récuser les normes prescriptives et globales de l'Etat. Celui-ci perdrait en légitimité et aurait le plus grand mal à imposer des normes contraignantes, dans les écoles par exemple.

Pour qui se lave-t-on ?

« *Nous sommes désormais comptable de l'apparence que nous donnons aux autres* » Le Breton. Le souci de soi est une version moderne de l'individualisme, un dispositif de contrôle social sollicitant l'intimité de la personne tout en lui laissant le sentiment de sa pleine autonomie⁴⁹. Dans la désignation et dans la prise en charge de la propreté et de la saleté corporelle, la relation à autrui se révèle centrale (Vigarello, 1985).

⁴⁸ Exemple : IFERISS un institut de recherche toulousain sur les liens santé/société

⁴⁹ *Corps en forme*, Op Cit

Ainsi, si les différents moyens de se laver pourraient être sujets à controverse dans les années à venir, les odeurs corporelles resteraient une limite sociale importante. Corbin⁵⁰ met en avant à partir du XVIIIème une désodorisation corporelle tendant vers l'absolu : des parfums puissants, nos sociétés passent à des produits visant à supprimer l'odeur (produits sudorifères et antiseptiques).

Cette convention sociale autour des odeurs corporelles resterait ainsi pour nous une limite à l'évolution des pratiques d'hygiène à court et moyen terme. Qui sait ce qui se passera en 2085 ?

Pour aller plus loin : références bibliographiques

Ouvrages :

BORRAZ O, *Les politiques du risque*, Les presses de SciencePo, 2008

CIOSI HOUKE. L (dir), PIERRE. M (dir), *Le corps sens dessus dessous - regards des sciences sociales sur le corps*, Harmattan, Paris, 2003.

CORBIN. A, *Le Miasme et la Jonquille*, Edition champ Flammarion, 2001.

LE BRETON. D, POMARÈDE. N, VIGARELLO.G, ANDRIEU. B, BOËTSCH. G, *Corps en formes*, CNRS Edition, 2013.

SERRES. M, *Le Mal propre : polluer pour s'approprier ?*, Le Pommier, 2008.

VIGARELLO. G, *Le propre et le sale, l'hygiène du corps depuis le Moyen Âge*, Seuil, Paris, 1985.

Articles :

BREAL. M « D'où vient le mot latin corpus » In: *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 50^e année, N. 4, 1906. pp. 268-274.

DAUBET. R, « Dents blanches, haleine fraîche ! La bouche comme objet social » in L. CIOSI HOUKE (dir), M. PIERRE (dir), *Le corps sens dessus dessous - regards des sciences sociales sur le corps* Harmattan, Paris, 2003.

DIDIER. T, « Santé et politique en France », *Recherche en soins infirmiers* 2/2012 (N° 109),p.6-15

FRIOUX.S, « Villes et entreprises. Acteurs de l'assainissement urbain en France (fin XIXe - milieu XXe siècle) », *Histoire urbaine* 2007/1 (n° 18), p. 125-140.

GUY « Pour une histoire régionale de l'eau : en Nivernais au XIXe siècle », *Économies, Sociétés, Civilisations*, Année 1968 Volume 23 Numéro 1 pp. 49-68.

⁵⁰ Pascal ORY, « Le corps ordinaire », in CORBIN A., COURTINE J.-J., VIGARELLO G. (dir.), *Histoire du corps*, T.3, Paris, Le Seuil, 2006, p.129-161

KUBIAK C, JESTIN. C, GAUTIER. A, GUILBERT. P, LEON. C, « Comportements d'hygiène des Français pour prévenir les infections virales saisonnières », *Revue Évolutions résultats d'études et de recherches en prévention et en éducation pour la santé* N° 6 - Février 2007

LANG, T., LOMBRAIL P., KELLY-IRVING M, « Des inégalités sociales de santé : mieux connues mais toujours présentes ». Dossier : *20 ans de santé publique, Actualité et dossier en santé publique*, 2012, 80: 51-53.

LENCLUD. G, « La nature des odeurs (remarques) », *Terrain*, n° 47, pp. 5-18, 2006.

MALYSSE. S, *Sales d'eau, ou la mise en scène de l'hygiène corporelle*, mémoire de D.E.S.S 1996, Université Paris VII.

MARCHE H. (2003), « La saleté corporelle et l' « amour propre » : mémoire sociale et figures de l'intime », *Face à Face : regards sur la santé*, n°5, mars, pp.54-62.

ORY. P « Le corps ordinaire », in A. CORBIN, J-J. COURTINE, G. VIGARELLO (dir.), *Histoire du corps*, t. 3, Paris, Le Seuil, 2006, p. 129-161.

PIERRU F « Les recompositions paradoxales de l'État sanitaire français Transnationalisation, étatisation individualisation des politiques de santé », *Education et société*, 2012/2 (n° 30).

Rapports :

Baromètre santé environnement 2007, INPES, sous la direction de Colette Menard, Delphine Girard, Christophe Léon, François Beck.

Chiffre d'affaire hors taxe, INSEE, Enquête annuelle d'entreprise 2007

Guide de l'achat public durable achat de produits, matériel et prestations de nettoyage, Ministère de de l'économie, de l'industrie et de l'emploi , Groupe d'étude des marchés développement durable (GEM DD), Juillet 2009.

Guide Cosmotox, Greenpeace, octobre 2005.

Savons, détergents et produits d'entretien, ministère de de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, Service des études et des statistiques industrielles. Rédigé par Bréard.P, Déc 2008.

Parfum de scandale, enquête sur la composition chimique de 36 eaux de toilettes et eaux de parfums, Greenpeace, rapport 2005.